



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT

Environnement - Marché d'Intérêt National de Montpellier - Garantie d'emprunt à la SOMIMON - Concessionnaire - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Aux termes d'une convention du 23 octobre 1968, approuvée par le Préfet de l'Hérault le 26 novembre 1968, la Ville de Montpellier a concédé à la Société d'Economie Mixte du Marché d'Intérêt National de Montpellier (SOMIMON), la gestion et l'exécution des travaux d'extension du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP).

Suivants les délibérations en date du 22 octobre 2002 et du 20 mai 2003, la Ville de Montpellier a transféré le MIN à la Communauté d'agglomération devenue Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention, modifiée depuis par onze avenants, arrive à expiration le 31 décembre 2028.

La SOMIMON réalise l'exploitation du MIN de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2020, le capital social de la société est de 240 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50% des parts aux côtés de la Ville de Montpellier qui en détient 8 %. Les parts sociales des actionnaires privés représentent 42 % et se répartissent entre la Caisse des Dépôts et Consignations (24 %), la Chambre de commerce et d'industrie (8 %), la Chambre d'Agriculture (4 %), la Chambre régionale d'Agriculture (4 %), la société BRL (2 %).

Le MIN continue en effet de fonctionner et doit répondre à des besoins à courts termes. D'une part, il est primordial que les entreprises déjà installées puissent continuer leur activité économique dans le respect des normes de sécurité et de préservation de l'environnement.

D'autre part, ces entreprises présentent des besoins spécifiques en terme de logistique et de rénovation des installations auxquels le MIN doit répondre afin de préserver son attractivité. Enfin, il est fondamental de faire concorder les aménagements du MIN avec les ambitions de notre collectivité (mobilité, développement durable, autonomie agricole et alimentaire du territoire, relance par l'emploi relocalisé et développement économique).

La SOMIMON a ainsi pour projet d'agrandir le pôle transformation du MIN par la restructuration du bâtiment principal et la création de nouveaux ateliers et bureaux dans un deuxième bâtiment. Une douzaine d'ateliers collectifs ou privatifs, de taille modulable (entre 60 et 300 m²) seront construits pour répondre aux demandes et à l'évolutivité des entreprises.

Les bureaux pourront accueillir les entreprises du pôle, une structure d'accompagnement type pépinière, une zone de co-working ou encore des salles de réunions. Ce projet d'extension sera complété par la location de centrales frigorifiques en attendant le dimensionnement des besoins énergétiques du futur MIN. En sus de l'extension du pôle de transformation, des investissements de mises aux normes et de productivité pour les entreprises sont nécessaires.

Ces travaux d'aménagement sont proposés afin de maintenir l'attractivité du MIN :

- Création d'un local de charge ;
- Intensification des efforts faits quant au tri sélectif ;
- Réaménagement des cases nouvellement libérées pour correspondre la demande.

La SOMIMON doit donc faire face à un nouveau besoin d'investissement pour une enveloppe de 4,112 M€.

L'équilibre général de l'opération montre un financement par emprunt de 3,160 M€ (soit 77 %), un financement sur fonds propres de la société de 252 K€ (soit 6 %) et une subvention de 700 K€ (soit 19 %). La SOMIMON souhaite donc réaliser un emprunt de 3,160 M€ au cours de l'exercice 2021.

La convention, en date du 26 novembre 1968, relative à la gestion et à l'extension du marché d'intérêt national de Montpellier prévoit en son article 9 qu'une garantie financière peut être demandée par le délégataire à son concédant. Dans ce cadre, le garant peut exercer un contrôle financier.

En outre, au titre de ses compétences en matière de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder des aides, favorisant des objectifs de circuits courts, les filières bio ou encore de maîtrise de l'énergie, telles que les garanties d'emprunt.

Aussi, la SOMIMON, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt auprès du Crédit Agricole.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse Régionale du Crédit Agricole sont les suivantes :

- Montant du prêt : 3 160 000 €
- Durée du prêt : 15 ans
- Echéances hors assurance : 18 567,05 € à compter de la phase d'amortissement
- Taux : 0,75 %
- Type d'échéances : mensuelles
- Indemnités de remboursement anticipé ou de réaménagement :
Exonération d'indemnité au-delà d'un tiers de la durée d'amortissement de l'emprunt, sauf en cas de rachat par un établissement bancaire concurrent.

Les indemnités seront calculées comme suivant dans le cas d'un remboursement anticipé ou d'un réaménagement avant le délai d'un tiers de la durée d'amortissement de l'emprunt ou dans le cas d'un rachat par un établissement bancaire concurrent :

- Indemnité de gestion : 3 mois d'intérêts
- Indemnité financière : Indemnité forfaitaire exprimée en mois d'intérêts en fonction de la durée écoulée depuis la signature du prêt :

Durée écoulée / Durée initiale	Mois d'intérêts d'IF
0 – 10 %	9 mois
11 – 20 %	8 mois
21 – 30 %	7 mois
31 – 40 %	6 mois
41 – 50 %	5 mois
51 – 60 %	4 mois
61 – 70 %	3 mois
71 – 80 %	2 mois
81 – 90 %	1 mois
91 – 100 %	0 mois

Cette garantie est accordée dans le respect des ratios règlementés aux articles L. 2252-1 à L. 2252-5, D. 1511-30 à D. 1511-35 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Au cas où la SOMIMON, pour quelques motifs que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du CGCT.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 50 % de l'emprunt de 3,160 M€ sollicité par la SOMIMON auprès du Crédit Agricole soit 1,580 M€ ;
- D'approuver les termes de la convention de garantie d'emprunt ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20211214-164478-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de garantie d'emprunt - Métropole - SOMIMON
- Annexe 1 - Contrat de prêt

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.